

BUDGET DU QUÉBEC 2017-2018

Derrière l'écran de fumée...



Le gouvernement de Philippe Couillard a déposé son 3^e budget, le 28 mars 2017. Dans ce document, la FAE vous propose un survol critique des principaux crédits contenus dans le portefeuille de l'éducation. En effet, à la lecture du budget, force est de constater que derrière l'écran de fumée se cachent des investissements insuffisants et insatisfaisants.

UNE HAUSSE QUI CACHE UNE STAGNATION

Le gouvernement se targue d'une hausse de 4,4 % des dépenses en éducation. Avant toute chose, il faut se rappeler que cette « augmentation » des dépenses vise à la fois le secteur des commissions scolaires anglophones et francophones ainsi que celui de l'enseignement supérieur. Plusieurs croient que le gouvernement « ouvre les vannes » mais, dans les faits, cette augmentation cache une stagnation des dépenses.

En effet, **depuis l'arrivée au pouvoir de Philippe Couillard, la hausse annuelle moyenne du budget de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a été de 1,56 %**. Pour maintenir le même niveau de services d'une année à l'autre, la hausse annuelle devrait se situer entre 4 % et 5 %. Sans aucun doute, le gouvernement libéral a instauré le principe de l'austérité à perpétuité dans le réseau des écoles publiques!

BUDGET 2017-2018 Programme éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire

Commissions scolaires (CS)	7,8 G\$
CS à statut particulier	302,1 M\$
Service de la dette des CS	889,1 M\$
Enseignement privé	493,8 M\$
Transport scolaire	351,6 M\$
TOTAL	9,9 G\$

DES ORIENTATIONS POUR LA RÉUSSITE. VRAIMENT?

Dans le fascicule budgétaire intitulé *Un plan pour la réussite : dès la petite enfance et tout au long de la vie*, le gouvernement présente cinq orientations. Trois d'entre elles attirent particulièrement notre attention.

1. Vers une première politique de la réussite éducative de nos jeunes
2. Un milieu sain, inspirant et connecté
3. Un objectif global : améliorer le taux de diplomation et de qualification au Québec

Pour les cinq prochaines années, le gouvernement prévoit des investissements totalisant 3,4 milliards de dollars. Ironie du sort, 70 % des sommes annoncées ne seront pas disponibles avant 2019-2020, soit dans un futur mandat du gouvernement libéral!

1 - Vers une première politique de la réussite éducative de nos jeunes

Orientation 1 - Vers une 1^{ère} politique de la réussite éducative de nos jeunes

2017-2018 130 M\$ (soutien à la petite enfance)

2017-2020 1,9 G\$ (soutien à la réussite)

En 2017-2018, le gouvernement accorde 130 millions de dollars qui doivent servir « à améliorer la qualité des services et mieux soutenir la petite enfance, notamment les enfants ayant un handicap ». Ces investissements viseraient, entre autres, à :

- améliorer l'intervention éducative auprès des jeunes enfants;
- faciliter la transition des enfants en vue de leur entrée à l'école;
- offrir des sorties éducatives aux enfants en milieux défavorisés;
- soutenir les organismes communautaires offrant des activités aux familles;
- couvrir l'achat d'équipements adaptés aux besoins des enfants handicapés.

Dans le cadre de cette orientation, le gouvernement entend procéder, dès septembre 2017, à l'embauche de près de **1 500** personnes additionnelles « en services directs aux élèves et en soutien supplémentaire aux enseignantes du préscolaire ». Le budget prévoit aussi des ressources enseignantes spécialisées ou professionnelles de plus en soutien aux interventions pédagogiques de l'enseignant titulaire de la première année du primaire. Au terme de l'exercice, c'est donc **plus de 7 500 nouveaux personnels qui seront embauchés. Cette annonce confirme le manque criant de ressources sur le terrain.**

Cependant, Philippe Couillard semble faire fi des problèmes d'embauche vécus par **plusieurs commissions scolaires qui peinent déjà à combler les besoins en personnel enseignant, de soutien et professionnel.** À titre d'exemple, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) ne réussit pas à pourvoir environ 800 postes d'enseignantes et enseignants. Malgré l'engagement du gouvernement, plusieurs élèves risquent de se retrouver « devant une chaise vide... »

De plus, le gouvernement dit vouloir poursuivre le déploiement des classes de maternelle à temps plein pour les enfants âgés de quatre ans issus des milieux défavorisés (TPMD). Actuellement, en raison de choix budgétaires et administratifs effectués par le gouvernement, seulement 1 300 enfants profitent de ce service. Pourtant, **plus de 8 000 enfants de quatre ans issus des milieux défavorisés devraient pouvoir bénéficier du déploiement de la maternelle à temps plein.** D'autant plus que les règles qui permettent aux commissions scolaires de déployer cette mesure (aménagement des locaux, achat du matériel périssable et non-périssable, etc.) ne sont toujours pas connues!

Disant vouloir « offrir un coup de pouce aux écoles primaires, pour mieux appuyer la mise en œuvre de plans d'intervention auprès des élèves ayant des difficultés », le gouvernement prévoit l'ajout d'une personne intervenante qui devrait « veiller à assurer la liaison entre l'élève, sa famille et d'autres intervenants significatifs pour lui ». De quoi s'agit-il ? Quel sera le mandat de cette personne? Pour le moment, rien ne nous permet de mieux comprendre son rôle.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET ÉDUCATION DES ADULTES : PASSEZ VOTRE TOUR!

Le budget prévoit que des ressources complémentaires s'ajouteront progressivement en 2018-2019 afin de venir en aide aux jeunes et aux adultes de plus en plus nombreux à présenter des besoins particuliers. Vous avez bien lu! **Les besoins sont criants, mais le gouvernement a le culot d'annoncer dans le budget 2017-2018, une mesure qui sera mise en place seulement en 2018-2019!** Une autre manœuvre politique qui vise à nous faire croire qu'il se préoccupe des besoins des élèves adultes.

Dans le cadre du budget, des investissements de 163 millions de dollars seront consacrés à soutenir l'alphabetisation et la francisation pour, entre autres, l'ouverture de classes d'accueil et de francisation. Une rare bonne nouvelle, mais qui témoigne aussi des effets dévastateurs de la politique d'austérité menée par Philippe Couillard, particulièrement sur les personnes les plus vulnérables.

2 - Un milieu sain, inspirant et connecté

Orientation 2 - Un milieu sain, inspirant et connecté

2017-2018	185 M\$
2017-2027	1,1 G\$
Pérennité des installations sportives et récréatives (sur 5 ans)	50 M\$
Pour le Lab-école (sur 5 ans)	5 M\$
Pour la Stratégie numérique (sur 5 ans)	200 M\$

Les investissements annoncés visent notamment « à améliorer l'état global des actifs du secteur de l'éducation ». Ainsi, pour les années 2017-2018 à 2019-2020, le plan québécois des infrastructures prévoit des investissements de 1,1 milliard de dollars pour les infrastructures éducatives. De plus, le gouvernement annonce une somme de 50 millions de dollars pour assurer la pérennité des installations sportives et récréatives. Comment réussira-t-il ce miracle?

À Montréal seulement, la CSDM aurait besoin de 1,4 milliard de dollars pour mettre à niveau les bâtiments qui composent le parc immobilier scolaire. À l'évidence, les sommes annoncées ne permettront pas de freiner le processus de dégradation observé dans de nombreux milieux.

ÉCHOS VEDETTES!

Le projet de « Lab-école », concocté par des personnes qui ne disposent d'aucune compétence en éducation, constitue non seulement une vaste opération de relations publiques, mais aussi, et surtout, inflige une véritable gifle aux profs. Alors qu'il promettait de reconnaître l'expertise du personnel enseignant, le ministre de l'Éducation se tourne vers des personnalités pour concevoir les plus belles écoles au monde. D'autant plus que le gouvernement accorde une participation financière de 1,5 million de dollars par année, soit 5 millions de dollars sur cinq ans.

3 - Un objectif global : améliorer le taux de diplomation et de qualification au Québec

D'ici 2020, le gouvernement a pour objectif de porter à plus de 80 %, le taux de réussite au secondaire, chez les moins de 20 ans. Pour y arriver, le gouvernement entend relever deux défis : « réduire le taux de décrochage scolaire et limiter les disparités régionales dans la diplomation des jeunes ».

La solution trouvée par le gouvernement pour relever ces deux défis consiste en une « recension des meilleurs indicateurs pour mesurer l'amélioration du taux de diplomation et de qualification au Québec qui sera menée par le ministère de l'Éducation ». **Les pressions exercées sur les enseignantes et enseignants pour que leurs élèves réussissent à tout prix risquent de s'intensifier, et ce, malgré le fait que la manipulation des notes, dénoncée récemment sur la place publique, soit un phénomène déjà largement répandu.** Plutôt que de vouloir trouver de nouveaux moyens de forcer la main des profs, le gouvernement devrait faire en sorte que les directions d'établissement, les gestionnaires des commissions scolaires et les pédagogocrates du ministère de l'Éducation respectent le jugement professionnel des enseignantes et des enseignants.

Le budget du gouvernement Couillard confirme le statu quo en ce qui concerne le Fonds des générations et le financement public des écoles privées.

FONDS DES GÉNÉRATIONS OU L'ART DE SACRIFIER UNE GÉNÉRATION

Fonds des générations
Pour la période de 2017-2022, le gouvernement entend effectuer les versements suivants :

2017-2018	2, 488 G\$
2018-2019	2,834 G\$
2019-2020	3,216 G\$
2021-2022	3 627 G\$
2022-2023	3 989 G\$
TOTAL	19, 780 G\$

À ce jour, le Fonds des générations, dont le but « est d'assurer le maintien de finances publiques saines et améliorer l'équité envers les générations futures et favoriser la pérennité des programmes sociaux et la prospérité de l'économie québécoise » s'élève à plus de 10 milliards de dollars.

Entre 2017-2022, le gouvernement entend effectuer des versements substantiels. La population du Québec aura versé des milliards de dollars dans le Fonds des générations. En 2022, la valeur comptable du Fonds s'élèvera à plus de 26,7 milliards de dollars. Il est d'ailleurs révoltant de voir que les surplus budgétaires sont versés au Fonds des générations, au détriment des élèves, jeunes et adultes, mais aussi des profs.

FINANCEMENT PUBLIC DES ÉCOLES PRIVÉES

Malgré les besoins criants des écoles publiques, le gouvernement fait le choix de maintenir, et de hausser, les fonds publics aux 180 écoles privées subventionnées. En effet, pour l'année 2017-2018, il leur accorde un budget 494 millions de dollars, une hausse de 3,5 %.

Les écoles privées déjà grassement subventionnées toucheront près de 17 millions de dollars supplémentaires en 2017-2018 seulement. **Pendant que les écoles publiques accueillent tous les élèves, dont ceux avec des difficultés, les écoles privées continuent, avec des fonds publics, de leur mener une concurrence déloyale.**

ANNONCER SANS JAMAIS DÉPENSER...

Il ne suffit pas d'annoncer des investissements, encore faut-il les réaliser. Or, au cours des dernières années, plusieurs mesures budgétaires ont été transmises beaucoup trop tard dans les milieux et n'ont donc pas été dépensées. Les sommes ont alors servi à éponger des déficits ou ont été retournées dans les coffres des commissions scolaires qui les ont renvoyées alors au Conseil du trésor.

Qui se souvient des 70 millions de dollars annoncés en 2016 par l'ancien ministre de l'Éducation, François Blais? Beaucoup ignorent que plusieurs commissions scolaires n'ont jamais pu utiliser les sommes promises.

Malgré les annonces gouvernementales pompeuses, des sommes n'atterrissent pas dans les milieux et ne se concrétisent pas en services directs aux élèves.

Le gouvernement opère ainsi un genre de « carrousel des sommes promises » dans lequel les besoins des élèves comptent pour bien peu. Des sommes annoncées, mais non dépensées, sont ainsi recyclées dans des annonces politiques année après année.

lfafe.qc.ca/budget-2017

UN BUDGET ÉLECTORALISTE

Le budget annoncé par le ministre des Finances est un budget électoraliste qui vise à laisser croire que le gouvernement s'occupe « des vraies affaires ». Les investissements annoncés pour le réseau des écoles publiques ne suffiront pas à réparer les dommages causés par des années de politiques d'austérité.

Ne nous laissons pas bernier par les artifices utilisés par le gouvernement qui cherche d'abord et avant tout à maquiller son bilan en éducation. Dans les faits, Philippe Couillard laisse tomber l'école publique!



  lfafe.qc.ca